

Communiqué de Presse

« La corruption tue la RDC — Le combat continue malgré les attaques et menaces »

Chaque franc volé, chaque centime détourné, chaque mine cédée en violation des lois congolaises et par la corruption, prive un enfant d'une école, une famille d'un hôpital, une communauté de l'électricité et de l'eau potable. Cette hémorragie organisée tue le Congo.

Face à ce crime qui saigne la nation, le Congo N'est Pas À Vendre "CNPAV" ne reculera pas : nous continuerons à enquêter, dénoncer et exiger la justice, quels que soient les obstacles !

Depuis la formation de notre coalition, nous faisons l'objet de multiples attaques : menaces directes, procès-baillons, campagnes de dénigrement orchestrés par les auteurs de la corruption et certains médias et acteurs de la société civile. Notre attitude, elle, reste constante : dénoncer sans relâche la corruption et travailler avec les autorités pour bâtir des solutions de prévention et de lutte contre l'impunité. Nous avons aussi constaté que chaque fois que des révélations surgissent sur le système de corruption lié à Monsieur Dan Gertler, les campagnes contre nous s'intensifient, menées toujours par les mêmes acteurs, avec les mêmes accusations : « le CNPAV serait financé par des étrangers et servirait des intérêts opaques étrangers ».

Ceux qui tiennent ces propos oublient une réalité : La majorité des ONG et des gouvernements africains sont financés par les mêmes bailleurs, gouvernements occidentaux, organisations internationales et institutions multilatérales. Un autre angle d'attaque consiste à chercher à nous diviser pour nous affaiblir. Heureusement que ces attaques ne connaissent rien de la force des convictions qui nous animent et de la collégialité et solidarité de notre fonctionnement.

Notre silence face aux attaques n'est pas un signe de faiblesse. C'est le choix de ne pas nous laisser distraire par des individus animés de mauvaise foi, souvent complices ou bénéficiaires de la corruption, ou simples relais des corrupteurs et des corrompus, et qui ne cherchent qu'à créer des diversions ou distraire l'opinion des vrais faits de corruption ou détournements. Un jour, la justice les rattrapera et l'histoire les jugera. Le temps révélera toutes choses et la vérité triomphera.

Notre indépendance est non négociable

Le CNPAV ne défend aucun agenda caché. Il n'est au service ni d'une puissance étrangère, ni d'un clan politique, ni d'intérêts économiques privés.

Notre seul mandat est celui de combattre la corruption afin de défendre :

- Les aspirations légitimes du peuple congolais au développement, à la justice sociale et au bien-être,
- Les exigences éthiques de la bonne gouvernance et de la redevabilité publique,
- Et l'engagement de nos organisations membres pour l'intérêt général des populations congolaises

Nos principes fondamentaux sont clairs :

- Indépendance vis-à-vis de toute influence politique ou étrangère

- Transparence dans nos méthodes et partenariats
- Solidarité avec les victimes de la corruption et du détournement des ressources
- Engagement fondé sur des enquêtes rigoureuses, des faits et des preuves documentées
- Refus de la compromission, même sous pression ou menace

Un combat neutre et apolitique

Le CNPAV est né sous le régime de l'ancien Président Joseph Kabila, période durant laquelle nous avons dénoncé des affaires emblématiques comme celle des passeports biométriques. Aujourd'hui, sous la présidence de Félix Tshisekedi, notre combat continue avec la même rigueur, en dénonçant par exemple le scandale du RAM, le train de vie excessif des institutions politiques, la corruption électorale, le manque à gagner perpétué par l'avenant 5 à la Convention Sicominex, en exigeant le respect des lois congolaises, la transparence et la redevabilité dans les négociations des accords et partenariats sur les ressources naturelles avec le Rwanda et les Etats-Unis, etc .

Nos contributions à la lutte contre la corruption en RDC dont on parle peu :

Le CNPAV a joué un rôle crucial dans la révélation et la dénonciation de plusieurs scandales financiers majeurs. Ces dénonciations ont mobilisé l'opinion publique, interpellé les institutions nationales et internationales, et contribué à promouvoir la bonne gouvernance en RDC.

Parmi nos contributions marquantes, on peut citer :

- L'affaire des passeports biométriques avec la société belge SEMLEX, dénonçant un contrat léonin qui privait l'État congolais de millions de dollars au profit d'une société écran dans les Émirats affiliée à un membre de la famille Kabila. Bien que des avancées sur le coût du passeport soient notées, il est nécessaire que la RDC se dote de l'architecture nécessaire à la production en RDC, des passeports aux standards requis de fiabilité, de sécurité et de qualité.
- L'affaire des actifs de l'or avec le dossier Sokimo - AJN, dans lequel cette entreprise affiliée au businessman allemand Eckhof a failli s'accaparer du portefeuille d'actions de Sokimo dans l'ex-province Orientale ;
- La réhabilitation et le renforcement du rôle de la Cour des comptes, institution-clé du contrôle des finances publiques.
- L'affaire de centaines de millions d'avances fiscales versées par la Gecamines dans des comptes opaques de la Banque centrale sans que ceux-ci n'arrivent au Trésor Public
- L'enquête Congo Hold-up, qui a permis de documenter avec des preuves irréfutables l'usage abusif du système bancaire pour le détournement de fonds publics à grande échelle.
- Les contrats opaques avec l'homme d'affaires Dan Gertler, dont nous avons continuellement dénoncé le caractère illégal et prédateur, en appelant à leur renégociation dans l'intérêt du peuple congolais.
- L'appel d'offre des blocs gaziers et pétroliers et le risque d'endettement excessif vis-à-vis de sociétés spéculatrices
- Le contrat Sicominex où nous avons dénoncé des pertes pour le Congo chiffrées à plus de 130 millions dans l'année suivant sa renégociation, et des jetons de présence de plus de 30 millions de dollars payés par le partenaire chinois aux négociateurs congolais, érodant leur indépendance

- La campagne nationale : « Ma voix n'est pas à vendre » en faveur des élections indépendantes.

Affirmer que nos actions ciblent uniquement un individu, en l'occurrence Mr. Dan Gertler ou qu'elles sont orientées relèvent au mieux de l'ignorance totale et au pire de la manipulation pour essayer de tromper la population et saper la confiance qu'elle nous accorde.

Une lutte pour la vérité et la transparence

Les attaques répétées que nous subissons visent trois objectifs :

1. Détourner l'attention de l'opinion publique de véritables enjeux de la corruption;
2. Délégitimer une coalition citoyenne devenue crédible et écoutée dans les sphères nationales et internationales;
3. Intimider les défenseurs de la bonne gouvernance, en les exposant à des menaces, des campagnes de discrédit et des représailles.

Nous affirmons que le combat contre la corruption n'est pas une guerre contre l'État congolais. C'est une lutte pour l'État congolais, pour sa souveraineté réelle, la protection de ses ressources, le respect de ses lois et le bien-être de tous les congolais !

C'est pourquoi le CNPAV ne se taira jamais : Le chien aboie, la caravane passe.

Nous prenons acte des attaques dont nous faisons l'objet. Toutefois, nous réaffirmons que nos dossiers, nos enquêtes et notre documentation reposent sur des faits vérifiables, des témoignages directs et des documents analysés avec rigueur et objectivité. Au lieu de chercher à discréditer notre travail par des insinuations ou des accusations infondées, nous invitons nos détracteurs à un débat de fond sur nos dénonciations et la réalité de la corruption et des pratiques d'achats de conscience.

Nous tenons à rappeler que nous accuser de poursuivre un "agenda caché" revient non seulement à mentir pour des objectifs inavoués, mais constitue également une atteinte grave aux principes démocratiques. Ces attaques visent à affaiblir la confiance du public dans les outils citoyens de transparence et de redevabilité qui protègent l'intérêt général. Et lorsqu'elles proviennent des médias congolais, elles font honte à l'ensemble de la presse congolaise et nuisent à la déontologie des professionnels des médias si utiles à notre démocratie et à notre combat. Heureusement que l'on sait distinguer le bon grain de l'ivraie.

Nous restons convaincus que les citoyens congolais savent distinguer ceux qui défendent réellement leurs droits et leur avenir. Aucune tentative d'intimidation ou de dénigrement ne détournera notre engagement en faveur de la vérité, de la justice et de la démocratie.

Notre engagement reste intact

Nous réaffirmons notre détermination à défendre l'intérêt général, à lutter contre le pillage organisé des ressources publiques, à réclamer des comptes aux acteurs, aux institutions et aux entreprises, et à promouvoir l'émergence d'un véritable État de droit en République démocratique du Congo.

C'est pourquoi nous appelons :

- **La population congolaise**, à rester vigilante et à soutenir les initiatives citoyennes qui défendent la transparence, même lorsqu'elles dérangent.

- **Les médias responsables**, à refuser la manipulation et la propagande, quelles qu'en soient les sources.
- **Les organisations partenaires**, à continuer d'exiger la vérité, la justice et la reddition des comptes.
- **Les institutions républicaines** à combattre la corruption partout où elle se manifeste et d'où qu'elle provienne.

Notre engagement est clair : aucune tentative d'intimidation ne détournera le CNPAV de sa mission de transparence et de justice sociale

Car le Congo N'est Pas À Vendre. Et il ne le sera jamais.

Pour le CNPAV

Jean-Claude MPUTU, Porte-parole CNPAV, +32 498 38 11 39, info@cnpav.org
Madeleine, Communication CNPAV, +243 847 073 333, communication@cnpav.org